



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 278 Mai 2012

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

LA FRANCE PROFONDE VEUT ÊTRE GOUVERNÉE À DROITE

par Jacques ROUGEOT,

professeur émérite à la Sorbonne, vice-président du MIL

LA GAUCHE MINORITAIRE

On peut analyser les résultats d'une élection présidentielle sous des angles multiples et en tirer toutes sortes de leçons. Ce qui est vraiment intéressant, au-delà des considérations politiciennes, c'est de s'efforcer de dégager les mouvements de fond, qui restent souvent flous en temps ordinaire et qui se révèlent dans ces occasions particulières.

Laissons d'abord parler les chiffres. Pour évaluer le poids de la gauche, on a coutume d'inclure sous cette étiquette toutes les variantes possibles, y compris les communistes, les gauchistes, les écologistes, voire les robespierristes à la Mélenchon. Admettons. Si l'on additionne toutes les voix de gauche au sens le plus large, du centre-gauche à l'extrême gauche (terme qui a à peu près disparu du vocabulaire politique «correct», mais qui désigne encore une réalité sur le terrain), c'est-à-dire les voix de Hollande, Mélenchon, Joly, Poutou et Arthaud, on arrive au total de 43,76 %, sans pouvoir gratter un centième supplémentaire où que ce soit. Les commentateurs patentés attribuent généralement à la droite 46-47 %, (trois points de plus qu'à la gauche), ce qui représente l'addition des voix de Sarkozy, Le Pen et Du-

pont-Aignan (exactement 46,89 %). On le voit, les voix de Bayrou ne sont pas comptées, au prétexte, sans doute, que, au second tour, certaines de ces voix se reporteront sur Hollande. Mais l'argument ne vaut rien : chacun sait, par exemple, que Mitterrand a chaque fois été élu par de nombreuses voix classées nettement à droite. Il est évident que les électeurs de Bayrou, qui occupe à peu près le créneau de l'ancienne UDF, se



situent dans leur quasi totalité au centre droit. Si l'on comptabilise les voix de droite avec les mêmes critères que celles de gauche, on arrive au total de 56 % (exactement 55,99 %), soit plus de douze points de plus pour la droite et le centre-droit que pour la gauche et le centre-gauche.

La droite est donc majoritaire en France. Qui plus est, il s'agit d'une

droite qui n'hésite pas à s'affirmer. Les commentateurs patentés ont cru nuire à Sarkozy en insistant de façon lancinante sur la «droitisation» du discours du président-candidat. En fait, ils lui ont rendu service. C'est cela qui l'a fait progresser dans les sondages. Il était d'ailleurs très instructif de prendre la température de l'assistance, toujours très nombreuse, lors des réunions publiques tenues par le candidat lui-même ou par les dirigeants UMP. Les rares fois où les orateurs croyaient devoir sacrifier quelque peu à la bienpensance formatée et martelée par les médias, leurs propos étaient accueillis par un silence poli, alors que les propos les plus musclés déclenchaient les cris d'enthousiasme et les agitations de drapeaux tricolores.

Et pourtant, s'il est vrai que Nicolas Sarkozy a obtenu un score que les experts politologues autoproclamés étaient loin de lui promettre il y a quelques mois, il est non moins vrai qu'il n'a pas recueilli toutes les voix qu'aurait dû lui valoir sa personnalité hors du commun, son expérience et sa concordance avec les tendances politiques profondes des Français. Cherchons l'erreur.

SARKOZY FACE À LA MEUTE

On n'avait encore jamais vu cela à ce point-là lors d'une élection présidentielle : sur les dix candidats du premier tour, neuf concentrant leurs coups les plus violents contre un seul. On dira peut-être qu'il est dans la logique d'une telle élection que les concurrents ne se fassent pas de cadeaux et que le président de la République

ne devait pas s'attendre à être épargné. Mais ce qui est habituel, c'est que les candidats se répartissent en fait en deux groupes, ceux qui se disputent les suffrages de la droite et ceux qui se disputent les suffrages de la gauche, les regroupements se faisant plus ou moins bien au second tour autour de ces deux pôles, à

l'exception d'un seul incident de parcours en 2002. Ce qui est inédit, c'est le déséquilibre colossal que l'on a pu constater cette année.

Le président de la République partait, a priori, avec deux handicaps : il était le seul à avoir un bilan et il avait eu à faire face, pendant la quasi-totalité de son mandat, à une crise si vio-

lente qu'on peut la qualifier de véritable tourmente à l'échelle historique. Il était donc facile de braquer les projecteurs sur tout ce qui ne va pas dans notre pays et de l'imputer à celui qui avait la charge du destin national et qui se trouvait, par conséquent, en position défensive, obligé d'argumenter sur tous les points d'une situation présentée comme calamiteuse.

A propos de la crise, il faut relever un paradoxe escamoté par presque tous les commentateurs. Au moment où elle était le plus spectaculaire et le plus dramatique, chacun reconnaissant, ouvertement ou implicitement, que Nicolas Sarkozy avait remarquablement joué en obtenant que la France fût le moins gravement affecté des pays européens et qu'elle exerçât une fonction d'orientation et même de direction à l'échelle mondiale. La gauche elle-même était muette et elle se gardait bien de formuler des critiques précises et de proposer une politique différente. Si les électeurs avaient un brin de mémoire, ce souvenir d'un passé si récent devrait être un argument déterminant en faveur du président de la République. Mais, par un phénomène de psychologie collective dont notre pays est malheureusement assez coutumier, la crise s'est évanouie dans le débat pendant la campagne électorale. Sous l'effet d'une véritable amnésie, on a vécu dans une sorte de bulle hors du temps. Ce qui avait été préservé grâce à l'action du président à force de lucidité et de détermination apparaissait rétrospectivement comme tout naturel et facile, alors que les inévitables inconvénients subsistants paraissaient

désormais insupportables. Les recettes socialistes, vieilles de plus de trente ans, qui avaient fait la preuve de leur catastrophique nocivité et que l'on croyait enterrées à jamais étaient fièrement exhumées et on allait jusqu'à donner droit de cité aux élucubrations robespierristes d'un Mélenchon dont il suffirait d'appliquer le quart pour ruiner n'importe quel pays au XXI^e siècle. Dans le débat politique les vieilles idées avachies, dûment remaquillées et replâtrées, étaient présentées à notre convoitise comme de jeunes vierges qui ne manqueraient pas de nous prodiguer des matins triomphants.

Dans cette atmosphère irréelle, il ne s'agissait plus de faire un choix raisonné, de se demander quelles conséquences pour la France entraînerait, vraisemblablement et pratiquement, l'élection de tel ou tel candidat. Le nouveau jeu à la mode était une sorte de safari ayant pour seul objectif la chasse au Sarko.

Mais ces vaillants chasseurs, apparemment enivrés par l'odeur de la poudre, se rendaient-ils compte qu'ils étaient en fait au service d'un même maître, l'organisateur du safari ? En effet, les règles de ce jeu sont implacables : éliminer Sarkozy, ce n'était pas faire place nette en ouvrant toutes sortes de possibilités, c'était travailler au service d'un seul bénéficiaire, qui ne pouvait être que Hollande. Il y a longtemps que toute incertitude à ce sujet avait été levée. Tous contre un, c'était aussi, mécaniquement, tous pour un, pour un autre, évidemment. Derrière tous les faux-semblants, la

vérité toute nue, c'est que Hollande a bénéficié du concours, conscient ou non, des huit autres candidats.

Dans la meute anti-sarkozyste, les médias se sont montrés particulièrement zélés. Il faudrait toute une étude pour démonter les procédés qui sont pratiqués, surtout par la radio et les télévisions du secteur public, mais l'orientation générale n'est pas douteuse et vient renforcer la meute hostile à Nicolas Sarkozy. L'égalité du temps de parole pendant la campagne officielle n'est qu'une fiction d'objectivité purement formelle. L'essentiel est dans la présentation de l'actualité, systématiquement gauchie et noircie lorsqu'il s'agit de faits dont on peut imputer la responsabilité au président de la République.

Ce sinistre palmarès ne serait pas complet si l'on n'y faisait pas une place aux représentants de l'éternelle confrérie des traîtres. Qu'il s'agisse d'un Martin Hirsch, bobo professeur de morale et concepteur d'une usine à gaz qui tourne à vide, du nom de RSA, ou d'un Aillagon, pollueur à répétition de l'esprit de Versailles et de quelques autres. On est heureux de les voir se conformer publiquement à leur nature, en attendant de se faire mépriser par leur nouveau maître. Ils illustrent bien l'adage populaire, que nous ne citerons pas dans sa crudité, qui dit en substance que, si vous faites du bien aux vilains, ils vous déposent dans la main une matière que Rabelais qualifie de «plus, mais non mieux sentant que rose».

LA PATRIE EN DANGER

Sous l'effet, en particulier, de l'action hallucinogène des médias, il n'est pas exclu qu'une majorité de citoyens, le 6 mai, aille tout tranquillement et en toute inconscience, sans y être forcée par quelque contrainte extérieure, précipiter la France dans une aventure qui sera au mieux catastrophique et peut-être tragique. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Il est urgent que tous les Français conscients frappent dans leurs mains assez fort pour rompre cette hypnose fatale.

Bien entendu, certains arboreront un sourire serein et narquois pour dénoncer une dramatisation hors de propos. Regardez ce bon monsieur Hollande : a-t-il une tête inquiétante ou, à plus forte raison, tragique ? On voit bien que, sous sa houlette, sera conduite la grande opération de réconciliation des Français.

En fait, nous avons affaire à un personnage doté d'une ambition sans limite, servie par une patience infinie. Il avait déjà eu l'intention de briguer la présidence de la République en 2007, mais il avait été court-circuité par qui nous savons, ce qui avait aiguisé son désir de revanche. C'est un excellent comédien qui joue à merveille le rôle du brave petit gars, sous-estimé par les puissants, mais qui ne se laisse pas faire. Même la voix très étudiée, avec certaines inflexions à la fois larvoyantes et revendicatives, contribue à camper le personnage.

Cet homme nouveau et rafraîchissant a en fait derrière lui une longue carrière politique. Il a même une spécialité professionnelle : c'est un apparatchik. Loin des réalités triviales d'un ministère ou d'une mairie, il est resté onze ans à la tête du Parti socialiste. Une sorte de record. Comment n'a-t-il pas été mangé dans ce milieu aqua-

tique peuplé de crocodiles et de poissons carnivores ? Simplement en appliquant en permanence la technique de l'anguille, dont il a fait un usage immodéré mais habile au cours de la campagne électorale.

Ce monsieur Hollande ne manque pas de qualités : rusé, insaisissable, démagogue, persévérant, sachant dire à chacun ce qu'il aime entendre et échapper à toute responsabilité, il a tout ce qu'il faut pour faire un bon apparatchik, un bon candidat et un détestable président. Son instinct de survie personnelle lui permettrait de survager au milieu de la tempête alors même que le navire dont il aurait le commandement serait en perdition. Ce navire, ce pourrait être la France, si les inconscients sont assez nombreux le 6 mai.

Que nous ayons à affronter la tempête, ce n'est pas un risque éventuel,

c'est une réalité d'aujourd'hui. La bulle psychologique dans laquelle s'est déroulée cette campagne peut nous empêcher de voir la réalité, mais elle ne peut évidemment pas la faire disparaître. Les pays qui ont à faire face aujourd'hui à une recrudescence ravageuse de la crise ne s'appellent plus la Grèce et le Portugal, mais l'Espagne et l'Italie. La France est désormais en première ligne. Elle était relativement protégée jusqu'à présent parce qu'elle avait la réputation d'être dirigée d'une main ferme par un esprit prompt et lucide. L'arrivée au pouvoir de Hollande et de ses alliés la ferait passer avec une brutalité à peine imaginable du statut de place forte difficile à attaquer à celui d'homme malade de l'Europe dont on pourrait acheter les ressources à bas prix après avoir fait chuter les cours. Il a suffi de quelques sondages favorables à Hollande pour répandre le bruit d'une dégradation de la France et faire tomber la bourse. Le résultat préoccupant du premier tour de l'élection présidentielle a immédiatement provoqué une nouvelle chute. Si la menace politique devenait réalité, les attaques se feraient plus virulentes et se prolongeraient de manière indéfinie sans relâchement parce qu'on saurait à coup sûr que la France ne pourrait pas se ressaisir dans les délais très étroits dont nous disposons. Les intérêts de nos emprunts deviendraient très vite écrasants. En 1981, il a fallu deux ans et trois dévaluations pour conduire la France socialiste au bord de la faillite et rendre nécessaire une étouffante politique d'austérité. Aujourd'hui, les soupapes de sécurité des dévaluations n'existent plus et le temps s'est accéléré dans des proportions prodigieuses : les délais ne se comptent plus en années, mais en semaines, voire en jours.

Dans la tourmente actuelle, un pays comme la France est comme un funambule avançant sur son filin tendu entre deux gratte-ciel. La situation est de toute façon périlleuse, mais, avec les socialistes au pouvoir, les bourrasques répétées auraient tôt fait de précipiter la chute.

Mais, dira-t-on, pourquoi peut-on prévoir des événements si catastrophiques ? C'est tout simplement que,

sans qu'il soit utile d'entrer dans le détail du programme de Hollande, sa politique économique et financière serait nécessairement fondée sur le gonflement de la dépense publique et l'augmentation des impôts, surtout au détriment des classes moyennes, c'est-à-dire très exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire et de ce qu'attendent les instances internationales et les marchés financiers. Le gouvernement socialiste serait obligé d'appliquer de telles mesures, au moins au début et au rythme actuel, comme nous l'avons vu, ce début d'application serait suffisant pour précipiter notre chute.

Hollande joue les fiers-à-bras en se faisant fort de mettre les marchés à la raison. Non seulement il n'aurait aucun moyen pour mettre en application ses dérisoires rodomontades, mais, au bout de très peu de temps, c'est lui qui se présenterait en quémandeur et qui serait obligé de passer sous les fourches caudines des puissances financières.

Les malheurs de la France ne s'arrêteraient d'ailleurs pas là. Si Hollande était élu, il le serait nécessairement avec l'appui de ses alliés. Ses alliés de gauche sont tous à la gauche du PS, tout plus irréalistes et plus enragés les uns que les autres. Même si Mélenchon n'a pas obtenu les résultats mirobolants que lui promettaient les instituts de sondage, il représente, avec ses 11 %, une force non négligeable, l'extrême gauche ayant recueilli en tout plus de 15 % au premier tour. Cet ensemble est, comme on dit, incontournable, d'autant qu'il exercerait une pression maximale pour imposer ses exigences. Il faudra bien lui donner quelques satisfactions. Les satisfactions économiques et financières, suffisantes pour ébranler l'économie française, seraient insuffisantes pour contenter les alliés turbulents. Il faudra leur donner autre chose. Les seules disponibilités seront fournies par les questions de morale sociale et d'organisation de la société, qui présentent le grand avantage de répondre à des revendications acharnées et de ne rien coûter au budget de l'Etat. Des cadeaux qui ne coûtent rien, n'est-ce pas l'idéal ?

On connaît les sujets qui sont en cause et qui ont fait l'objet d'une très longue préparation médiatique, d'une sorte de pilonnage systématique : mariage entre homosexuels et possibilité pour de tels couples d'adopter des enfants ; euthanasie ; droit de vote accordé aux étrangers «non communautaires», c'est-à-dire, en fait, aux immigrés. Cette dernière proposition a longtemps été agitée, depuis l'époque Mitterrand, pour faire monter la cote du Front national et certains s'imaginent qu'elle va indéfiniment rester à l'état virtuel. Il n'en est rien. Le processus de son adoption législative a déjà été engagé au Sénat depuis qu'il est à majorité de gauche et il est certain qu'il sera mené à son terme à l'Assemblée nationale si celle-ci passe à son tour à gauche. Bien entendu, l'octroi de ce droit de vote pour les élections locales est destiné à vider de son contenu la notion même de citoyenneté, avant d'élargir la brèche pour accélérer le remplacement de la population française d'origine.

Quant aux questions de morale sociale, présentées comme des adaptations presque automatiques aux mœurs modernes, rappelons qu'elles sont en fait au cœur de nos conceptions les plus essentielles, puisque la légalisation de l'euthanasie (en attendant celle de la drogue) accorderait à la société un droit de mort indépendant de toute culpabilité et que, si l'homosexualité a été plus ou moins pratiquée selon les temps et les lieux, elle n'a jamais fait l'objet d'une consécration solennelle et officielle de la part de la société. On peut donc dire qu'un changement radical de notre législation sur ces questions serait le signe d'un véritable changement de civilisation. Rappelons que, sur ces points, Nicolas Sarkozy s'oppose totalement à la position socialiste.

On voit que l'élection présidentielle de ce printemps, suivie des législatives, n'est pas une simple phase routinière de l'alternance démocratique. Elle risque de précipiter la France dans la décadence et de provoquer des changements civilisationnels que les socialistes espèrent rendre irréversibles.

STRATÉGIE DES PARTIS ET ASPIRATIONS DE LA FRANCE PROFONDE

A l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, les enjeux sont posés et les forces électorales sont en place. Le choix est réduit à sa plus simple expression. La question se pose pour tous les électeurs dont le candidat a été éliminé au premier tour et même à ceux qui se sont abstenus :

quelle position prendre au second tour ? Nous resterons pudiquement à l'écart des débats à gauche et nous essaierons donc de nous placer au point de vue des électeurs de Nicolas Dupont-Aignan, François Bayrou et Marine Le Pen. Les réflexions, et les positions qui en découlent, obéissent

à deux logiques qui peuvent être bien différentes : celle des états-majors des partis et celle du peuple dans ses profondeurs.

Les réflexions des partis, sur lesquelles nous ne porterons pas ici de jugement moral, sont généralement d'ordre stratégique. Il s'agit de savoir

quelle attitude ils doivent adopter aujourd'hui pour en tirer, immédiatement ou à terme, le plus grand profit. Chaque dirigeant, et à plus forte raison, chaque chef se dit sans doute que son parti doit jouer un rôle si essentiel que son intérêt se confond avec celui du pays et en particulier avec celui du chef. A gauche, cette fois-ci comme d'habitude, les désistements sont à peu près automatiques. A droite, l'individualisme se fait sentir plus fortement, surtout à l'occasion du premier tour de la présidentielle, où l'hostilité à l'égard de Nicolas Sarkozy a été particulièrement virulente. Dupont-Aignan se croit porteur d'une vérité qu'il est seul à détenir et ne désespère pas de faire fructifier tout seul ses 1,80 % le jour où une révélation politique éclairera ses compatriotes. Bayrou croit en son étoile et en sa mission et, au moment où ces lignes sont écrites, il fait encore monter le suspense, ou peut-être les enchères.

Le cas du Front national de Marine Le Pen est plus lourd de conséquences et il s'inscrit dans une stratégie plus complexe dont les dirigeants du parti ne font pas mystère. Après avoir peut-être envisagé, lors de son accession à la présidence, de faire du FN l'aile droite d'un grand ensemble à vocation gouvernementale, Marine Le Pen a changé de stratégie et se propose comme objectif un changement radical de la configuration de la droite aboutissant à une reconstruction dont son parti serait le socle le plus ferme et le pivot indispensable. Dans cette logique imperturbablement suivie, la première phase du processus suppose une défaite de Nicolas Sarkozy et un éclatement de l'UMP. C'est ce qui explique l'attitude du FN lors de l'élection présidentielle et, éventuellement, des élections législatives qui suivront.

Même si, pour les besoins de la discussion, on entre dans cette logique, on doit affirmer très fort que cette stratégie est terriblement dange-

reuse et qu'elle peut même être suicidaire. Elle repose sur l'idée, implicite ou explicite, qu'on est maître des événements et qu'on peut les programmer à l'avance ou, si l'on veut, qu'on peut lâcher une meute de chiens contre le gibier poursuivi et ensuite rappeler les animaux qui viendront sagement se ranger au pied de leur maître. L'expérience prouve que cette idée est une illusion. On peut toujours provoquer un éclatement, mais ensuite, on n'est plus maître de rien. Un triste exemple est fourni par l'élection présidentielle de 1981. Certains politiques de droite, éventuellement, hélas !, parmi nos amis, se sont acharnés à faire battre le président Giscard d'Estaing en s'imaginant qu'ils remporteraient les élections législatives suivantes, qu'ils forceraient Mitterrand à démissionner et qu'ainsi ils demeureraient maîtres du pouvoir. On connaît le résultat : en vingt-et-un ans, de 1981 à 2002, les socialistes ont occupé le pouvoir, seuls ou en cohabitation, continûment à l'exception de deux années (1995-1997).

Aujourd'hui, bien des indices font penser que, à cette logique abstraite et imperturbable s'oppose le sentiment intime, organique, vital de la partie droite de la France profonde. Le bon sens et une sorte d'instinct de survie doivent inspirer quelques idées simples. Il est certain que, en cas de victoire aux élections de ce printemps, la gauche socialo-gauchiste, qui détiendrait tous les pouvoirs, de la plupart des municipalités au sommet de l'Etat, mettrait la France sous un vaste étouffoir et la précipiterait dans une décadence sans doute irréversible. Il est non moins certain que, pour toutes les questions de civilisation, Nicolas Sarkozy est infiniment plus proche des électeurs du Front national que ne l'est Hollande, qui en est le naufrageur proclamé. Certains se méfient et se disent qu'on n'est jamais certain qu'un programme sera appliqué. Mais ces sceptiques, s'ils sont conséquents

avec eux-mêmes, doivent d'abord écouter la voix de leur bon sens et se dire qu'avec Sarkozy, il est probable qu'ils auront au moins une partie non négligeable de ce qu'ils souhaitent, alors qu'avec Hollande, ils sont absolument certains d'avoir tout ce qu'ils détestent. On connaît un personnage de conte populaire qui, pour éviter de recevoir quelques gouttes de pluie, s'immerge entièrement dans la mare. Ce personnage s'appelle Gribouille et il n'a jamais été donné comme modèle d'une conduite avisée.

Quant à une éventuelle configuration de la droite sur des bases nouvelles, elle ne se réalisera pas sur les ruines, les rancoeurs et l'esprit de vengeance. Elle se fera si, sous l'impulsion de la base, un mouvement unitaire impose les exigences d'une droite fière de ses idées et de ses principes.

C'est bien, en effet, depuis assez peu de temps, l'une des tendances de fond qui apparaissent : la volonté de la population de droite de reprendre l'initiative, de reprendre en main son destin. L'élection présidentielle peut en fournir une éclatante occasion. Elle peut aussi, malheureusement, étouffer le mouvement à sa naissance. C'est par rapport à cet enjeu vital que chacun doit prendre ses responsabilités. Qu'il agisse de façon à être, ensuite, fier de son engagement du printemps 2012.

Les électeurs de droite n'ont pas vocation à procurer une foudroyante ascension sociale à un apparatchik monté en graine.

Ils ont la chance de confier de nouveau le pouvoir à un homme d'Etat aguerri qui saura tenir la barre dans la tempête et qui a déjà replacé la France en figure de proue parmi les nations.

Les électeurs de droite auront à cœur de faire avancer leur cause en portant à la victoire Nicolas Sarkozy.

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Portable Télécopie

Courriel@..... Date et lieu de naissance

Profession

Je désire soutenir financièrement les campagnes du M.I.L. et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 € 20 €

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €

Cotisation couple : 50 € Cotisation simple (sans journal) : 30 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 60 €

Date Signature

A renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.



VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.

Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

MIL : La droite
civique, gaulliste et patriote